

Ouvrer pour le changement

Mise en œuvre du Programme d'action de Beijing:
l'approche du FIDA





Le pourquoi et le comment: la parité hommes-femmes au FIDA

Liens entre la pauvreté et l'inégalité entre les sexes

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation de combattre la faim et la pauvreté rurale dans les régions les plus défavorisées du monde, où l'agriculture est de plus en plus du ressort des femmes.

Le FIDA s'emploie à créer les conditions requises pour que les ruraux pauvres soient partie prenante au développement économique et social, et se libèrent de la pauvreté. Cela passe par un meilleur accès des ruraux aux actifs fondamentaux que sont, par exemple, l'eau, la terre, le capital financier, le savoir et la technologie, ainsi que par un plus grand contrôle de ceux-ci. Le Fonds s'attache plus spécialement à supprimer les obstacles matériels, institutionnels et politiques qui empêchent les ruraux pauvres, notamment les femmes, de réaliser leur potentiel.

La pauvreté rurale est profondément enracinée dans le déséquilibre qui existe entre ce que les femmes font et ce qu'elles possèdent. Il est crucial de renforcer les capacités des femmes et de réduire les inégalités entre les sexes pour permettre aux femmes de transformer leur propre vie et celle de leur famille et de leur communauté.

Il faut donner aux femmes les moyens de conduire la lutte contre la pauvreté et la faim si l'on veut que les efforts déployés pour mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing et pour réaliser les OMD soient couronnés de succès.

Principaux instruments utilisés par le FIDA pour intégrer les questions de parité hommes-femmes

- Le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006, qui souligne la relation existant entre la réduction de la pauvreté et la prise en compte des questions de parité hommes-femmes, et reflète dans ses objectifs la place centrale qu'occupent ces questions dans le travail de développement.
- Le Plan d'action 2003-2006 intitulé "Intégrer une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes dans les opérations du FIDA", qui vise à faciliter la mise en pratique du Cadre stratégique du FIDA et à stimuler les efforts déployés par l'organisation pour prendre en compte les questions de parité hommes-femmes.

Il y a dix ans, en 1995, le Programme d'action de Beijing était adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée à Beijing (Chine). Ce cadre d'action commun, qui vise à renforcer l'autonomisation des femmes, représente un tournant dans la promotion de la femme au XXI^e siècle. Il définit 12 domaines critiques dans lesquels il est impératif d'agir concrètement en faveur des femmes, notamment la pauvreté, l'économie, l'éducation et la formation, la prise de décisions et l'environnement.

Le Programme a été étayé par la Déclaration du Millénaire, qui appelle la communauté internationale à atteindre une série d'objectifs de développement d'ici à 2015. Les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont centrés sur des résultats à atteindre en termes de réduction de l'extrême pauvreté, d'éducation, d'égalité entre les sexes, de santé, de durabilité environnementale et de partenariat mondial.

La vision générale qui a émergé de la Conférence de Beijing et les cibles fixées dans les OMD ont orienté l'action des organisations internationales, dont le FIDA, pendant la dernière décennie.



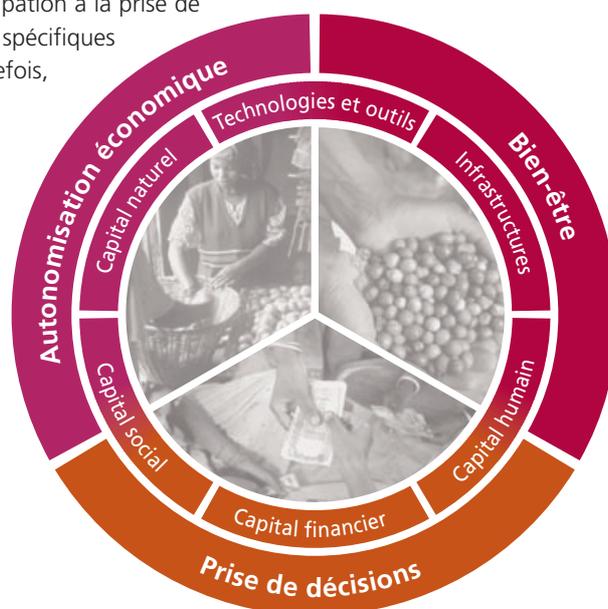
Approche du FIDA en matière de parité hommes-femmes

Dans ses projets et programmes, le FIDA assortit l'intégration des questions de parité hommes-femmes de mesures spécifiques d'autonomisation des femmes. Concrètement, cela se traduit par une prise en compte systématique du rôle et des relations des hommes et des femmes dans les initiatives de développement, et par une attention spéciale à une participation équilibrée des hommes et des femmes à ces initiatives ainsi qu'aux bénéfices qui en découlent. Cependant, dans la mesure où les besoins, les droits et les intérêts des femmes sont souvent négligés, des activités spécifiques sont également conçues en leur faveur afin qu'elles aient les mêmes chances de participation que les hommes. Pour appliquer cette approche d'autonomisation des femmes, l'appui des hommes est indispensable.

Pour favoriser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, le FIDA articule son action autour de trois dimensions: l'autonomisation économique, la participation à la prise de décisions et le bien-être. Le diagramme montre les groupes d'actifs spécifiques dont les femmes ont besoin dans chacune de ces dimensions. Toutefois, tous ces actifs sont importants, à différents degrés, pour les trois dimensions considérées.

Les trois dimensions de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes

- Autonomisation économique**
Améliorer l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus et aux moyens de production
- Bien-être**
Améliorer l'accès des ruraux pauvres, en particulier des femmes, aux services de base et aux infrastructures
- Prise de décisions**
Accroître l'influence des femmes dans les affaires communautaires et renforcer les organisations de productrices



- Capital social:** réseaux, confiance et entraide, groupements formels et informels, représentation collective, mécanismes de participation, exercice de l'autorité, information
- Capital naturel:** terre et production, ressources en eau, arbres et produits forestiers, espèces sauvages, produits de la cueillette, biodiversité, services liés à l'environnement
- Technologies et outils:** matériel nécessaire à la production (semences, engrais, pesticides), technologies traditionnelles, méthodes de transformation et de commercialisation, services d'appui
- Infrastructures:** logement, approvisionnement en eau, énergie, transport, routes
- Capital humain:** santé, nutrition, éducation, connaissances, compétences, capacité de travailler et de s'adapter
- Capital financier:** épargne, crédit/dette (mécanismes formels, informels), salaires, pensions, envois de fonds

Les femmes rurales pauvres sont de puissantes forces de changement

L'expérience du FIDA montre que:

- l'autonomisation des femmes ne profite pas seulement aux femmes elles-mêmes, mais aussi à leur famille et à leur communauté
- les femmes sont des organisatrices qui participent avec dynamisme au fonctionnement des organisations de base, et qui font preuve d'efficacité pour promouvoir et mener les initiatives locales d'auto-assistance
- la productivité agricole augmente lorsque les femmes ont accès aux intrants agricoles et aux connaissances pertinentes
- la malnutrition et la mortalité tant des garçons que des filles diminuent lorsqu'on améliore l'accès des filles à l'enseignement primaire et secondaire
- il existe une forte corrélation entre l'amélioration du niveau d'instruction des femmes et la diminution du taux d'infection par le VIH/sida
- les femmes ont largement démontré dans les programmes de microfinancement qu'elles savaient épargner et emprunter avec prudence, utilisant les revenus au profit du ménage

Leçons de l'expérience du FIDA

Les questions de parité hommes-femmes sont partie intégrante de la stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté, et les femmes forment un groupe cible essentiel dans presque tous ses projets et programmes. Un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés de l'application de l'approche adoptée par le FIDA pour favoriser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et cela dans les trois dimensions de cette approche.

Amélioration du bien-être des femmes

Lorsque les femmes rurales sont consultées lors d'exercices de planification, elles déclarent accorder une forte priorité aux besoins de base tels que les services de santé, l'eau, l'éducation et les infrastructures. Le FIDA reconnaît que l'absence de services et d'infrastructures essentiels, ou la difficulté à y accéder, représente un obstacle majeur à la promotion des femmes parce qu'elle les empêche de participer à la dynamique du développement économique et à la vie communautaire.

Enseignements tirés

- L'absence d'infrastructures et de services essentiels tels que les soins de santé, l'eau et l'éducation, ou la difficulté à y accéder, freine le développement dans les zones rurales pauvres et se traduit par un surcroît de travail pour les femmes et les filles, car ce sont elles qui dispensent les soins et assument les autres tâches domestiques.
- Les investissements dans les infrastructures ont un effet catalyseur, aidant les communautés à s'organiser autour de biens publics dont la valeur est socialement reconnue.
- La réduction de la charge de travail des femmes, découlant d'un meilleur accès aux infrastructures et services de base, peut servir d'indicateur pour mesurer l'amélioration du bien-être.
- Les besoins des femmes doivent être pris en compte lors des décisions prises en matière de fourniture d'infrastructures de base et de technologies, parce que les investissements dans les services sociaux ne profitent pas automatiquement aux femmes.
- Il faut augmenter la valeur de leur travail et les perspectives qui leur sont offertes en la matière si l'on veut inciter les femmes à utiliser du matériel et des outils susceptibles de leur faire gagner du temps. Généralement, en effet, elles n'investissent dans ce type de matériel que si le temps économisé leur permet d'accroître leurs revenus.
- La formation et l'éducation sont cruciales pour les femmes. Cependant, les programmes d'alphabétisation, d'initiation au calcul ou autres doivent tenir compte des besoins et des contraintes de temps qui leur sont propres. Les cours d'alphabétisation renforcent l'assurance des femmes et l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes, parce qu'en plus de les initier aux bases de la lecture, de l'écriture et du calcul, ils leur permettent d'accéder à des connaissances et à une information plus larges et favorisent la cohésion des groupements.





Autonomisation économique des femmes

Améliorer le statut économique des femmes rurales et les aider à se constituer une base d'actifs sont autant d'actions qui contribuent à briser les stéréotypes sur les hommes et les femmes. Le FIDA privilégie l'autonomisation économique des femmes et les aide à créer des entreprises, à s'organiser en vue d'activités rémunératrices et à accéder à la microfinance, à l'éducation et à la formation ainsi qu'à l'information commerciale et aux marchés.

Il est crucial d'éliminer les barrières qui empêchent les femmes d'avoir accès aux ressources fondamentales si l'on veut favoriser une croissance économique généralisée et faire reculer la pauvreté.

Enseignements tirés

- Le fait de garantir l'accès des femmes aux moyens de production, par exemple, la terre, l'eau et le capital financier, a un effet d'entraînement et doit être considéré comme une approche stratégique de promotion des femmes. Lorsque celles-ci se constituent une base d'actifs et acquièrent un meilleur statut économique, elles deviennent plus sûres d'elles-mêmes, sont plus visibles au sein de leur communauté, sont plus mobiles et leurs enfants sont mieux nourris. D'autres effets peuvent aussi se manifester, tels un respect accru des droits des femmes, une plus grande capacité de négocier les relations sexuelles, induisant une réduction de l'infection par le VIH, et des changements positifs au niveau des rôles attribués à chaque sexe.
- L'accès à la propriété foncière, et donc à un moyen de production, permet aux femmes d'améliorer leur statut et de conquérir le respect des autres. Cela a des retombées importantes, comme une participation plus active dans les affaires communautaires et une plus grande égalité au sein du ménage.
- Les droits fonciers sont très souvent coutumiers. Dans certains cas, il peut être utile d'appuyer les femmes pour qu'elles négocient des conditions qui leur soient plus favorables, même dans le cadre des systèmes traditionnels. Dans d'autres, il est fondamental de faire prendre conscience du fait que certaines pratiques traditionnelles ne garantissent plus la protection sociale qui avait justifié à l'origine leur mise en place.
- Les services de financement rural devraient faire partie d'un dispositif prévoyant également des activités de renforcement des capacités et devraient reposer sur une bonne connaissance des besoins et des demandes des femmes.
- Les femmes n'ont pas uniquement besoin d'accéder aux actifs productifs, elles doivent aussi être en mesure de les utiliser efficacement. Pour cela, il faut encourager la création de groupements féminins, organiser des formations ciblées répondant aux besoins des femmes, favoriser l'accès aux marchés et à l'information commerciale, et proposer des services d'appui à la production tels que la vulgarisation.
- Il faut que les programmes de développement des micro et petites entreprises adaptent leur appui aux besoins et comportements face aux risques des différentes catégories de femmes entrepreneurs, ainsi qu'aux multiples contraintes qu'elles rencontrent. L'accent devrait être mis sur les perspectives et les contraintes différenciées rencontrées par les femmes et les hommes, sur les raisons de leur vulnérabilité et sur les stratégies mises en œuvre pour remédier aux difficultés.



Renforcement de la prise de décisions des femmes

Si l'on veut que le changement soit durable, il faut que les ruraux pauvres puissent influencer les décisions publiques et privées qui ont un impact sur leur vie. Les projets financés par le FIDA permettent aux femmes de faire entendre leur voix, facilitant l'exercice de leurs droits d'association et d'expression, les informant sur leurs droits, améliorant leur accès à la microfinance, les aidant à remettre en question les stéréotypes sur les rôles respectifs des hommes et des femmes, et facilitant leur participation. En traitant ces questions, les femmes prennent confiance en elles-mêmes et contribuent à la transformation des relations entre les hommes et les femmes.

Le défi, toutefois, reste d'accroître le rôle des femmes en matière de prise de décisions dans les affaires communautaires et les institutions locales, étape indispensable pour améliorer la représentation politique et réaliser l'OMD lié à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes.

Enseignements tirés

- L'instruction, la propriété d'actifs économiques et la capacité de se procurer des revenus sont autant de facteurs qui donnent aux femmes davantage confiance en elles-mêmes et davantage de possibilités de participer à la prise de décisions publique et privée.
- Les groupements d'épargne et de crédit créés dans le cadre des programmes de microfinancement renforcent la confiance des femmes en elles-mêmes, offrent l'occasion de discuter de problèmes communs et des mesures à prendre, et ouvrent des possibilités d'apprentissage.
- L'établissement de quotas et la discrimination positive favorisant la participation des femmes aux organes de prise de décisions ne suffisent pas à garantir leur participation, mais constituent une première étape importante.
- Les groupements de femmes ne sont pas toujours ouverts à toutes. Les femmes jeunes, les plus pauvres et celles qui ont des contraintes de temps en sont souvent exclues. Il faut que les projets suivent la situation et encouragent une participation élargie, sans exclusion.
- L'influence des groupements de femmes doit être étendue, et leur pérennité assurée. Souvent, les groupements communautaires féminins fonctionnant dans le cadre des projets de développement ne sont pas viables sans un appui extérieur et ont peu d'influence au-delà de la communauté. Il faut que les projets encouragent l'autonomie et appuient le regroupement d'associations et de groupes susceptibles de se faire entendre des hauts responsables.
- Il faut veiller à ce que les femmes participent aux processus de gestion de l'eau.
- Il faut valoriser les idées novatrices si l'on veut promouvoir l'égalité entre les sexes et les perspectives de changement. L'expérience tirée d'autres initiatives de développement pourra servir de base à la diffusion de nouvelles idées.
- Dans la plupart des pays, les obstacles à la participation des femmes à la prise de décisions sont rarement de nature juridique. Cette faible participation est souvent imputable aux stéréotypes, perpétués tant par les femmes que par les hommes, qui assignent aux femmes une influence dans la sphère privée et aux hommes une influence dans la sphère publique.



Priorités du FIDA pour l'avenir

■ **Autonomisation des femmes et réduction des inégalités entre les sexes.**

Le FIDA restera fidèle à son approche basée sur l'amélioration du bien-être des femmes, sur l'accroissement de leur participation à la prise de décisions et sur l'autonomisation économique par le développement d'activités génératrices de revenus. Les femmes peuvent jouer un rôle moteur dans la transformation de la vie des membres de leur famille et de leur communauté, et être de puissantes forces de changement économique et social.

■ **Concertation et plaidoyer.** Le FIDA accordera une attention toute particulière aux tendances mondiales qui pèsent de plus en plus lourdement sur les efforts visant à atteindre l'égalité entre les sexes et qui pourraient saper les espoirs de réalisation des OMD et des objectifs du Programme d'action de Beijing. Il est crucial de mener des actions de sensibilisation sur les liens qui existent entre le niveau macro-politique, le niveau institutionnel et celui du terrain. Des questions clés telles que le commerce et la mondialisation, la privatisation de l'eau, le VIH/sida, la pression exercée sur les ressources naturelles, la recrudescence des conflits et l'insécurité croissante menacent de marginaliser davantage les agriculteurs pauvres, essentiellement les femmes, en termes d'accès aux ressources productives et de sécurité alimentaire. Il faut donc suivre ces aspects de très près et prendre des mesures pour en atténuer les effets.

■ **Élargissement des partenariats et des coalitions.** Le FIDA tablera sur le partenariat pour s'attaquer aux conditions qui perpétuent la pauvreté des femmes et la situation d'inégalité dont elles pâtissent. Il importe de partager les expériences, les innovations et les enseignements avec les parties prenantes, à tous les niveaux, y compris les organisations de la société civile, le personnel homologue et les hauts responsables politiques. On fera la promotion d'une culture encourageant le partage des enseignements et l'apprentissage commun, afin de faciliter le dialogue politique et l'action en faveur des pauvres, en particulier des femmes.

La parité hommes-femmes sur la Toile du FIDA

Le FIDA et les questions de parité hommes-femmes
www.ifad.org/gender

Politiques et stratégies relatives à la parité hommes-femmes
www.ifad.org/gender/policy/index.htm

Questions de parité hommes-femmes dans les programmes régionaux du FIDA
www.ifad.org/gender/regional/index.htm

Leçons tirées de l'expérience de terrain
www.ifad.org/gender/field/index.htm

Personne à contacter

Annina Lubbock
Conseiller technique principal
Parité hommes-femmes et sécurité alimentaire des ménages
Division consultative technique, FIDA
Via del Serafico 107
00142 Rome
Tél.: 0039 0654592489
Courriel: a.lubbock@ifad.org



Ouvrir pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté